

Deze overeenkomst moet minstens de lijst bevatten van de bekwaamheden die verworven moeten worden in de onderneming en in de hogeschool, de kalender van de onderwijsactiviteiten en van de evaluatie alsook het schoolverlof. Erin worden het statuut van de student, de namen van de tutores in de onderneming en van de supervisor in de hogeschool vermeld, alsook de verbintenissen van iedereen inzake veiligheid, dekking in geval van werkongeval, werkreglement, deontologie. Wat betreft de follow-up en de evaluatie, bepaalt ze de verantwoordelijkheden van iedereen. Erin worden ook een modus operandi bepaald voor het beslechten van geschillen, alsook de mogelijkheid om een einde te stellen aan de overeenkomst.

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2011-2012 en zal het voorwerp uitmaken tegen het einde van het academiejaar 2013-2014 van een evaluatie inzake beginsel en nadere regels van werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 oktober 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

(1) *Zitting 2010-2011*  
*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 252-1. — Commissieamendementen, nr. 252-2. — Verslag, nr. 252-3.

*Zitting 2011-2012*  
*Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 oktober 2011.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3238

[2011/206078]

**24 NOVEMBRE 2011.** — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 34, 4<sup>o</sup>, b), remplacé par l'article 54 du décret du 17 juillet 2008 et l'article 38, §§ 1<sup>er</sup>, 5 et 6, remplacé par l'article 13 du décret du 4 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis CD-11h22-CWaPE-338 de la CWaPE donné le 22 août 2011;

Vu l'avis 50.499/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable en charge de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié par les arrêtés des 25 janvier 2007, 20 décembre 2007, 8 janvier 2009 et 23 décembre 2010, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques inférieures ou égales à dix kW, le facteur « k » appliqué est celui en vigueur à la date où un acompte d'au moins 20 % de l'investissement total est payé, ou à la date où un prêt vert, tel que visé à l'article 2 de la loi du 27 mars 2009 de relance économique, correspondant à une partie ou la totalité de l'investissement a été conclu, ou à la date d'attribution du marché public pour ce qui concerne les pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services. Cette dérogation n'est acquise que si la réception par l'organisme de contrôle intervient dans les six mois à compter du paiement de l'acompte, ou de la conclusion du prêt, ou de la conclusion du marché avec l'entrepreneur. Le respect de ces conditions est déterminé selon les modalités précisées par la CWaPE. »

**Art. 2.** L'article 15<sup>quater</sup> du même arrêté, tel qu'inséré par l'arrêté du 20 décembre 2007 et modifié par l'arrêté du 8 janvier 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15<sup>quater</sup>. L'attribution des certificats verts aux installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques se fait selon les modalités suivantes :

1° pour la production d'électricité des installations inférieures ou égales à dix kW, le nombre de certificats verts attribué par MWh pour l'année  $i$  ( $A_i$ ) est déterminé par la formule suivante :

$A_i = (2 \cdot S / n) \cdot (1 / (1 + R)) \cdot (R - (R - 1) \cdot (i - 1) / (n - 1))$  où  $n$  est le nombre d'années, et  $R$  = le rapport entre l'octroi la première année et la dernière année et  $S$  le volume global de certificats verts par MWh produit annuellement octroyés sur toute la durée d'octroi.  $R$  est fixé à 4.  $S$  est égal à 60 entre le 1<sup>er</sup> avril 2012 et le 31 août 2012.  $S$  est égal à 50 entre le 1<sup>er</sup> septembre 2012 et le 31 mars 2013. Les tableaux de coefficient multiplicateur par année résultant de l'application de cette formule figurent à l'annexe 2;

2° pour la production d'électricité des installations de plus de dix kW et de moins de 250 kWc, le nombre de certificats verts attribué par MWh est de sept certificats verts pour la tranche de production résultant des cinq premiers kWc installés, cinq certificats verts pour la tranche de production résultant des cinq kWc suivants et quatre certificats verts pour la tranche de production résultant des deux cent quarante kWc suivants, si les conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- 50 % au moins de l'électricité photovoltaïque produite est autoconsommée par le producteur sur le lieu de l'installation de production;

- un audit des bâtiments ou des installations susceptibles d'être alimentés en électricité par les panneaux solaires photovoltaïques a été réalisé par un bureau agréé au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé, démontrant qu'une unité de cogénération n'est pas réalisable sur le plan technique ou ne permet pas de garantir un temps de retour de l'investissement inférieur à cinq ans établi sur la base d'une méthodologie établie et publiée par la CWaPE;

- l'installation de production d'électricité photovoltaïque n'a pas bénéficié d'aide à l'investissement couvrant plus de 50 % du coût de l'investissement. La CWaPE est chargée de vérifier lors de chaque octroi de certificats verts le respect de cette condition.

Si ces conditions ne sont pas cumulativement remplies, pour la tranche de production d'électricité résultant des deux cent quarante kWc installés suivants, un certificat vert est attribué par MWh.;

3° pour la production d'électricité des installations de 250 kWc et plus, le nombre de certificats verts attribué par MWh pour la tranche de production résultant des 250 premiers kWc correspond au nombre de certificats verts octroyés aux installations de plus de dix kWc installés et de moins de 250 kWc, en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et est de un certificat vert par MWh au-delà.

Pour les installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques inférieures ou égales à 10 kW, les modalités d'attribution des certificats verts sont celles en vigueur à la date où un acompte d'au moins 20 % de l'investissement total est payé, ou à la date où un prêt vert, tel que visé à l'article 2 de la loi du 27 mars 2009 de relance économique, correspondant à une partie ou la totalité de l'investissement a été conclu, ou à la date d'attribution du marché public pour ce qui concerne les pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services, pour autant que la réception par l'organisme de contrôle intervient dans les six mois à compter du paiement de l'acompte, ou de la conclusion du prêt, ou de la conclusion du marché avec l'entrepreneur. Le respect de ces conditions est déterminé selon les modalités précisées par la CWaPE.

Pour les installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques de plus de 10 kW, les modalités d'attribution des certificats verts sont celles en vigueur au moment de la mise en service de l'installation.

Tous les deux ans, et chaque fois qu'elle le juge utile, la CWaPE établit à l'attention du Gouvernement un rapport relatif au taux de pénétration de la filière de production d'électricité verte à partir de panneaux solaires photovoltaïques, des éventuelles avancées technologiques en rapport avec cette filière et de la décroissance des coûts d'investissement. Le cas échéant, et sur la base de ce rapport, le Ministre propose au Gouvernement de modifier le nombre de certificats verts à octroyer aux installations de production d'électricité verte à partir de panneaux solaires photovoltaïques aux installations dont la mise en service n'est pas encore intervenue. L'arrêté du Gouvernement décidant de modifier le nombre de certificats verts octroyés ne peut entrer en vigueur moins de trois mois après sa publication au *Moniteur belge*. »

**Art. 3.** Dans l'annexe de l'arrêté, le mot « Annexe » est remplacé par « Annexe 1<sup>re</sup> ».

**Art. 4.** Dans l'arrêté, il est inséré une annexe 2 rédigée comme suit :

« Annexe 2 — Détermination des coefficients multiplicateurs pour les installations photovoltaïques inférieures ou égales à 10 kW à partir du 1<sup>er</sup> avril 2012

Les coefficients multiplicateurs valables pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2012 au 31 août 2012 sont les suivants :

| Année                 | Coefficient multiplicateur |
|-----------------------|----------------------------|
| 1 <sup>re</sup> année | 10                         |
| 2 <sup>e</sup> année  | 9                          |
| 3 <sup>e</sup> année  | 8                          |
| 4 <sup>e</sup> année  | 7                          |
| 5 <sup>e</sup> année  | 6                          |
| 6 <sup>e</sup> année  | 6                          |
| 7 <sup>e</sup> année  | 5                          |
| 8 <sup>e</sup> année  | 4                          |
| 9 <sup>e</sup> année  | 3                          |
| 10 <sup>e</sup> année | 2                          |

Les coefficients multiplicateurs valables pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2012 au 31 mars 2013 sont les suivants :

| Année                 | Coefficient multiplicateur |
|-----------------------|----------------------------|
| 1 <sup>re</sup> année | 8                          |
| 2 <sup>e</sup> année  | 7                          |
| 3 <sup>e</sup> année  | 7                          |
| 4 <sup>e</sup> année  | 6                          |
| 5 <sup>e</sup> année  | 5                          |
| 6 <sup>e</sup> année  | 5                          |
| 7 <sup>e</sup> année  | 4                          |
| 8 <sup>e</sup> année  | 3                          |
| 9 <sup>e</sup> année  | 3                          |
| 10 <sup>e</sup> année | 2                          |

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2011 au *Moniteur belge*, excepté l'article 2 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2012.

**Art. 6.** Le Ministre qui a l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 novembre 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 3238

[2011/206078]

#### 24. NOVEMBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 34, 4<sup>o</sup>, *b*), ersetzt durch Artikel 54 des Dekrets vom 17. Juli 2008, und Artikel 38, § 1, § 5 und § 6, ersetzt durch Artikel 13 des Dekrets vom 4. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des am 22. August 2011 abgegebenen Gutachtens der CWaPE CD-11h22-CWaPE-338;

Aufgrund des am 16. November 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 50.499/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des mit der Energie beauftragten Ministers für nachhaltige Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 15, § 1, Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, in seiner durch die Erlasse vom 25. Januar 2007, 20. Dezember 2007, 8. Januar 2009 und 23. Dezember 2010 abgeänderten Fassung, wird durch folgenden Absatz ersetzt:

"Für die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Stromerzeugung unter oder gleich zehn kW ist der angewandte Faktor "k" in Abweichung von vorigem Absatz derjenige, der an dem Datum gültig ist, an dem eine Anzahlung in Höhe von mindestens 20% der Gesamtinvestition gezahlt wird, oder an dem Datum, an dem ein grünes Darlehen im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 27. März 2009 zur Belebung der Wirtschaft, das einem Teil oder der Gesamtheit der Investition entspricht, geschlossen wurde, oder an dem Datum, an dem der öffentliche Auftrag vergeben wurde, was die öffentlichen Auftraggeber betrifft, die dem Gesetz vom 23. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge unterliegen. Diese Abweichung gilt nur dann, wenn die Abnahme durch die Prüfstelle binnen sechs Monaten nach der Zahlung der Anzahlung oder nach dem Abschluss des Darlehens oder nach dem Abschluss des Auftrags mit dem Unternehmer stattfindet. Die Einhaltung dieser Bedingungen wird nach Modalitäten, die von der CWaPE angegeben werden, bestimmt."

**Art. 2** - Artikel 15<sup>quater</sup> desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch den Erlass vom 8. Januar 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 15<sup>quater</sup> - Die Gewährung der grünen Bescheinigungen an die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Stromerzeugung erfolgt gemäß den folgenden Modalitäten:

1<sup>o</sup> für die Erzeugung von Strom durch Anlagen unter oder gleich zehn kW wird die Anzahl grüner Bescheinigung pro MWh für das Jahr *i* (*A<sub>i</sub>*) gemäß folgender Formel bestimmt:

$A_i = (2 \cdot S / n) \cdot (1 / (1 + R)) \cdot (R - (R - 1)^i / (n - 1))$ , wobei *n* die Anzahl Jahre, *R* das Verhältnis zwischen der Gewährung im ersten und im letzten Jahr, und *S* das Gesamtvolumen der jährlich gewährten grünen Bescheinigungen pro erzeugtes MWh während des ganzen Gewährungszeitraums ist. *R* wird auf 4 festgelegt. *S* gleicht 60 zwischen dem 1. April 2012 und dem 31. August 2012. *S* gleicht 50 zwischen dem 1. September 2012 und dem 31. März 2013. Die sich aus der Anwendung dieser Formel ergebenden Tabellen mit dem Multiplikator pro Jahr befinden sich in der Anlage 2;

2° für die Stromerzeugung der Anlagen von mehr als zehn kW und weniger als 250 kWc beträgt die gewährte Anzahl grüner Bescheinigungen pro MWh sieben grüne Bescheinigungen für den Produktionsanteil, der sich aus den ersten fünf installierten kWc ergibt, fünf grüne Bescheinigungen für den Produktionsanteil, der sich aus den fünf folgenden kWc ergibt, und vier grüne Bescheinigungen für den Produktionsanteil, der sich aus den 240 folgenden kWc ergibt, wenn folgende Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

- mindestens 50% des mittels Solarzellen erzeugten photovoltaischen Stroms wird vom Erzeuger selbst am Standort der Erzeugungsanlage verbraucht;

- ein Audit der Gebäude oder Anlagen, die durch photovoltaische Solarzellen mit Strom versorgt werden können, ist von einem im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor zugelassenen Planungsbüro durchgeführt worden, und beweist, dass eine Kraft/Wärme-Kopplungs-Anlage aus technischen Gründen nicht durchgeführt werden kann, oder dass eine Frist von weniger als 5 Jahren (die auf der Grundlage einer von der CWaPE bestimmten und veröffentlichten Methodologie festgelegt wird) für den Ertrag der Investition nicht garantiert werden kann;

- für die Anlage zur Stromerzeugung mittels Solarzellen ist keine Investitionsbeihilfe, die mehr als 50% der Kosten der Investition deckt, gewährt worden. Die CWaPE wird damit beauftragt, die Einhaltung dieser Bedingung bei jeder Gewährung von grünen Bescheinigungen zu überprüfen.

Sind diese Bedingungen nicht kumulativ erfüllt, so wird für den Produktionsanteil, der sich aus den 240 folgenden installierten kWc ergibt, eine grüne Bescheinigung pro MWh gewährt;

3° für die Stromerzeugung der Anlagen von 250 kWc und mehr entspricht die gewährte Anzahl grüner Bescheinigungen pro MWh für den Produktionsanteil, der sich aus den ersten 250 kWc ergibt, der Anzahl grüner Bescheinigungen, die in Anwendung von Absatz 1, 2° für die Anlagen von mehr als zehn kWc und weniger als 250 kWc gewährt werden, und beträgt sie darüber eine grüne Bescheinigung pro MWh.

Für die Anlagen zur Stromerzeugung mittels photovoltaischer Solarzellen unter oder gleich 10 kW sind die Modalitäten für die Gewährung von grünen Bescheinigungen diejenigen, die an dem Datum gültig sind, an dem eine Anzahlung in Höhe von mindestens 20% der Gesamtinvestition gezahlt wird, oder an dem ein grünes Darlehen im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 27. März 2009 zur Belebung der Wirtschaft, das einem Teil oder der Gesamtheit der Investition entspricht, geschlossen wurde, oder an dem Datum, an dem der öffentliche Auftrag vergeben wurde, was die öffentlichen Auftraggeber betrifft, die dem Gesetz vom 24. Dezember 1999 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge unterliegen, unter der Voraussetzung, dass die Abnahme durch die Prüfstelle binnen sechs Monaten nach der Zahlung der Anzahlung, oder nach dem Abschluss des Darlehens oder nach dem Abschluss des Auftrags mit dem Unternehmer stattfindet. Die Einhaltung dieser Bedingungen wird nach Modalitäten, die von der CWaPE angegeben werden, bestimmt.

Für die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Anlagen zur Stromerzeugung von mehr als 10 kW sind die Modalitäten für die Gewährung der grünen Bescheinigungen diejenigen, die zum Zeitpunkt der Inbetriebnahme der Anlage gelten.

Alle zwei Jahre und jedes Mal, wenn sie es für nützlich hält, erstellt die CWaPE einen Bericht für die Regierung in Bezug auf die Durchdringungsrate des Verfahrens zur Erzeugung von Grünstrom mittels photovoltaischer Solarzellen, der etwaigen technologischen Fortschritte in Verbindung mit dem Verfahren und des Rückgangs der Investitionskosten. Gegebenenfalls und auf der Grundlage dieses Berichts schlägt der Minister der Regierung vor, die Anzahl der Anlagen zur Erzeugung von Grünstrom mittels photovoltaischer Solarzellen, die noch nicht in Betrieb genommen worden sind, zu gewährenden grünen Bescheinigungen zu ändern. Der Erlass der Regierung, durch den die Änderung der Anzahl der gewährten grünen Bescheinigungen beschlossen wird, kann nicht weniger als drei Monate nach dessen Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten."

**Art. 3** - In der Anlage des Erlasses wird das Wort "Anlage" durch "Anlage 1" ersetzt.

**Art. 4** - In den Erlass wird eine Anlage 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Anlage 2 — Bestimmung der Multiplikatoren für photovoltaische Anlagen unter oder gleich 10 kW ab dem 1. April 2012.

Die für den Zeitraum vom 1. April 2012 bis zum 31. August 2012 gültigen Multiplikatoren sind:

| Jahr    | Multiplikator |
|---------|---------------|
| Jahr 1  | 10            |
| Jahr 2  | 9             |
| Jahr 3  | 8             |
| Jahr 4  | 7             |
| Jahr 5  | 6             |
| Jahr 6  | 6             |
| Jahr 7  | 5             |
| Jahr 8  | 4             |
| Jahr 9  | 3             |
| Jahr 10 | 2             |

Die für den Zeitraum vom 1. September 2012 bis zum 31. März 2013 gültigen Multiplikatoren sind:

| Jahr   | Multiplikator |
|--------|---------------|
| Jahr 1 | 8             |
| Jahr 2 | 7             |
| Jahr 3 | 7             |
| Jahr 4 | 6             |
| Jahr 5 | 5             |
| Jahr 6 | 5             |

| Jahr    | Multiplikator |
|---------|---------------|
| Jahr 7  | 4             |
| Jahr 8  | 3             |
| Jahr 9  | 3             |
| Jahr 10 | 2             |

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Dezember 2011 in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 2, der am 1. April 2012 in Kraft tritt.

**Art. 6** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. November 2011

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

—  
VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 3238

[2011/206078]

#### 24 NOVEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 34, 4°, b), vervangen bij artikel 54 van het decreet van 17 juli 2008 en artikel 38, §§ 1, 5 en 6, vervangen bij artikel 13 van het decreet van 4 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies CD-11h22-CWaPE-338 van de CWaPE, gegeven op 22 augustus 2011;

Gelet op het advies nr. 50.499/4 van de Raad van State, gegeven op 16 november 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling belast met Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 15, § 1, vijfde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, gewijzigd bij de besluiten van 25 januari 2007, 20 december 2007, 8 januari 2009 en 23 december 2010, wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, is de toegepaste factor « k », voor installaties voor elektriciteitsopwekking d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen van tien kW of minder de factor van kracht op de datum waarop een voorschot van minstens 20 % van de totale investering is betaald, of op de datum waarop een groene lening, zoals bedoeld in artikel 2 van de economische herstellwet van 27 maart 2009, gelijk aan een gedeelte of aan het geheel van de investering is aangegaan, of op de datum van toewijzing van de overheidsopdracht wat betreft de aanbestedende machten onderworpen aan de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. Die afwijking is pas verworven als de oplevering door de controle-instelling plaatsvindt binnen zes maanden, te rekenen van de datum waarop het voorschot is betaald, of de lening is aangegaan, of de opdracht met de ondernemer is gesloten. De naleving van die voorwaarden wordt bepaald volgens de modaliteiten waarin de CWaPE voorziet. »

**Art. 2.** Artikel 15<sup>quater</sup> van hetzelfde besluit, zoals ingevoegd bij het besluit van 20 december 2007 en gewijzigd bij het besluit van 8 januari 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 15<sup>quater</sup>. De groene certificaten worden aan de installaties voor elektriciteitsopwekking d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen toegekend op de volgende wijze :

1° voor elektriciteitsopwekking uit installaties van tien kW of minder wordt het aantal groene certificaten dat per MWu voor het jaar i (Ai) toegekend wordt berekend als volgt :

$A_i = (2 \cdot S/n) \cdot (1/(1+R)) \cdot (R - (R-1) \cdot (i-1)/(n-1))$  waarbij n = het aantal jaren en R = de verhouding tussen de toekenning het eerste jaar en het laatste jaar en S het globale volume van groene certificaten per jaarlijks geproduceerde MWu toegekend over de gezamenlijke toekenningsduur. R wordt vastgelegd op 4. S is gelijk aan 60 tussen 1 april 2012 en 31 augustus 2012. S is gelijk aan 50 tussen 1 september 2012 en 31 maart 2013. De tabellen van de vermenigvuldigingscoëfficiënt per jaar die resulteert uit de toepassing van die formule zijn opgenomen in bijlage 2;

2° voor elektriciteitsopwekking uit installaties boven tien kW en onder 250 KWc worden per MWu zeven groene certificaten toegekend voor de productieschijf uit de vijf eerste geïnstalleerde kWc, vijf groene certificaten voor de productieschijf uit de vijf volgende geïnstalleerde kWc en vier groene certificaten uit de tweehonderd veertig volgende kWc als de volgende voorwaarden cumulatief vervuld zijn :

- minstens 50 % van de geproduceerde fotovoltaïsche elektriciteit wordt door de producent zelf verbruikt op de plek van de opwekkingsinstallatie;

- een audit van de gebouwen of de installaties die vatbaar zijn voor bevoorrading met elektriciteit uit fotovoltaïsche zonnepanelen is uitgevoerd door een bureau erkend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privésector, waarbij aangetoond wordt dat een warmtekrachtkoppelingseenheid niet uitvoerbaar is op technisch vlak of niet kan waarborgen dat de returntijd van de investering minder van vijf jaar bedraagt op basis van een methode opgesteld en bekendgemaakt door de CWaPE;

- de installatie voor de opwekking van fotovoltaïsche elektriciteit is niet in aanmerking gekomen voor een tegemoetkoming in de investering die meer dan 50 % van de investeringskost dekt. De CWaPE moet bij elke toekenning van groene certificaten nagaan of deze voorwaarde vervuld is.

Indien die voorwaarden niet cumulatief vervuld zijn, wordt een groen certificaat per MWu toegekend voor elektriciteitsopwekking uit de installatie van de tweehonderd veertig kWc;

3° voor elektriciteitsopwekking uit installaties van 250 kWc en meer stemt het aantal groene certificaten dat per MWu toegekend wordt voor de productieschijf uit de eerste 250 kWc overeen met het aantal groene certificaten toegekend aan de installaties van meer dan tien geïnstalleerde kWc en minder dan 250 kWc, overeenkomstig het eerste lid, 2°, en wordt één groen certificaat per bijkomend MWu toegekend.

Wat betreft installaties voor elektriciteitsopwekking d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen van 10 kW of minder, zijn de modaliteiten tot toekenning van groene certificaten degene die van kracht zijn op de datum waarop een voorschot van minstens 20 % van de totale investering is betaald, of op de datum waarop een groene lening, zoals bedoeld in artikel 2 van de economische herstellwet van 27 maart 2009, gelijk aan een gedeelte of aan het geheel van de investering is aangegaan, of op de datum van gunning van de overheidsopdracht wat betreft de aanbestedende machten onderworpen aan de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, voor zover de oplevering door de controle-instelling geschiedt binnen zes maanden, te rekenen van de datum waarop het voorschot is betaald, of de lening is aangegaan, of de opdracht met de ondernemer is gesloten. De naleving van die voorwaarden wordt bepaald volgens de modaliteiten waarin de CWaPE voorziet.

Wat betreft de installaties voor elektriciteitsopwekking d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen boven 10 kW, worden de groene certificaten toegekend volgens de modaliteiten die van kracht zijn op de datum van de inbedrijfstelling van de installatie.

Om de twee jaar en telkens als ze het nuttig acht stelt de CWaPE ter attentie van de Regering een rapport op m.b.t. het penetratiepercentage van dat kanaal van groene elektriciteitsopwekking d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen, de eventuele technologische vooruitgang i.v.m. dat kanaal en de vermindering van de investeringskosten. In voorkomend geval en op basis van dat rapport stelt de Minister aan de Regering voor dat het aantal groene certificaten toegekend aan de installaties voor elektriciteitsopwekking d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen en aan nog niet in bedrijf gestelde installaties gewijzigd wordt. Het Regeringsbesluit tot wijziging van het aantal toegekende groene certificaten treedt pas drie maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* in werking. »

**Art. 3.** In de bijlage bij het besluit wordt het opschrift « Bijlage » vervangen door het opschrift « Bijlage 1 ».

**Art. 4.** Het besluit wordt aangevuld met een bijlage 2, luidend als volgt :

« Bijlage 2 — Bepaling van de vermenigvuldigingscoëfficiënten voor fotovoltaïsche installaties van 10 kW of minder vanaf 1 april 2012.

Tussen 1 april 2012 en 31 augustus 2012 gelden de volgende vermenigvuldigingscoëfficiënten :

| Jaar     | Vermenigvuldigingscoëfficiënt |
|----------|-------------------------------|
| 1e jaar  | 10                            |
| 2e jaar  | 9                             |
| 3e jaar  | 8                             |
| 4e jaar  | 7                             |
| 5e jaar  | 6                             |
| 6e jaar  | 6                             |
| 7e jaar  | 5                             |
| 8e jaar  | 4                             |
| 9e jaar  | 3                             |
| 10e jaar | 2                             |

Tussen 1 september 2012 en 31 maart 2013 gelden de volgende vermenigvuldigingscoëfficiënten :

| Jaar     | Vermenigvuldigingscoëfficiënt |
|----------|-------------------------------|
| 1e jaar  | 8                             |
| 2e jaar  | 7                             |
| 3e jaar  | 7                             |
| 4e jaar  | 6                             |
| 5e jaar  | 5                             |
| 6e jaar  | 5                             |
| 7e jaar  | 4                             |
| 8e jaar  | 3                             |
| 9e jaar  | 3                             |
| 10e jaar | 2                             |

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 december 2011 wordt bekendgemaakt, behalve artikel 2, dat in werking treedt op 1 april 2012.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 november 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET